

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



Paris, le 10 avril 2025

Le réseau Envie en danger : 1000 emplois menacés, des territoires fragilisés et privés d'un acteur clé du reconditionnement/réemploi

Les résultats de l'appel d'offres « logistique DEEE » lancé par Ecosystem, un éco-organisme agréé par l'État chargé par les producteurs d'équipements électriques et électroniques de gérer la collecte et le traitement des déchets, mettent en péril l'avenir du réseau Envie, acteur majeur de la logistique, du reconditionnement/réemploi et de l'insertion professionnelle. Le réseau Envie, qui regroupe 53 entreprises d'insertion mobilisant 3800 salarié·e·s – dont 2850 en parcours d'accompagnement vers l'emploi durable – alerte aujourd'hui sur les conséquences dramatiques de cet appel d'offres.

Depuis 2006, les entreprises logistiques Envie participent activement à la structuration de cette filière « D3E ». Leur rôle : organiser la collecte des Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE) puis assurer leur acheminement vers les sites de traitement, tout en accompagnant des milliers de personnes vers l'emploi durable.

Aujourd'hui, les résultats de cet appel d'offres, axé principalement sur des critères tarifaires, **pourraient entraîner la perte de plus de la moitié des marchés logistiques concernés, avec à la clé la mise en péril d'un maillage territorial solide. Jusqu'à 1000 postes sont menacés directement ou indirectement, dont une large majorité en parcours d'insertion (75%).**

5 sites logistiques sont d'ores et déjà en danger à très court terme : **Envie 35 (Rennes), Envie 44 (Nantes), Envie 49 (Angers), Envie Deux-Sèvres (Niort), et Envie Haute-Alsace (Mulhouse).** Leurs fermetures entraîneraient aussi, **par effet domino, la disparition de structures de reconditionnement et de réemploi pourtant reconnues pour la qualité et la fiabilité de leurs appareils électroménagers reconditionnés, garantis, et remis sur le marché à prix solidaire.**

Une expertise logistique, sociale et industrielle mise à l'écart

Les entreprises logistiques Envie ont su, depuis près de 20 ans, **s'adapter aux évolutions de la filière, répondre aux attentes des éco-organismes, et livrer des prestations de qualité, techniquement et économiquement robustes, avec un ancrage local fort.**

Faire le choix d'évincer ces structures engagées, c'est **rompre une dynamique vertueuse** qui conjugue **performance industrielle, impact social et transition écologique.**

Ce n'est pas l'économie sociale et solidaire qui demande un traitement de faveur. C'est **un modèle professionnel, compétent, aligné avec les objectifs publics**, qui se voit aujourd'hui écarté au profit d'une logique de court terme.

Une décision aux conséquences sociales et écologiques majeures

Cette décision remet en cause :

- **L'insertion par l'activité économique**, pourtant essentielle à la **cohésion sociale** ;
- **Le développement du réemploi et du reconditionnement**, piliers de la **loi AGECE** (Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire) ;
- La présence locale d'une **économie circulaire et solidaire de proximité**, garante d'un **maillage territorial au service de l'intérêt général**.

Une demande de cohérence et de responsabilité

Nous appelons à une action immédiate :

- **À Ecosystem**, d'assumer son rôle d'entreprise à mission, son engagement affiché pour le réemploi/reconditionnement, et d'ouvrir un véritable échange pour sauvegarder les entreprises logistiques Envie, outil essentiel pour sauvegarder un réemploi/reconditionnement de qualité. Nous rappelons que c'est l'éco-participation que tous les consommateurs paient qui financent aujourd'hui les éco-organismes.
- **Aux collectivités locales et au gouvernement**, de tenir leurs engagements en faveur de l'insertion et de la transition écologique, et d'intervenir pour garantir la survie de ces structures indispensables dans nos territoires.

Le temps presse. Il en va de l'avenir de centaines de salarié-e-s dont une proportion non négligeable est menacée directement, du maintien d'un maillage territorial essentiel, et de la crédibilité des engagements publics en matière sociale et environnementale.

CONTACTS PRESSE

Dora Nanaa - 06 20 71 46 35 - dora@agencethedesk.com
Marie Bien assis - 06 38 81 01 83 - marie@agencethedesk.com

